

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

La Somalie dément la libération des médecins cubains

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

L'enlèvement des médecins cubains au Kenya par des assaillants armés, connus sous l'appellation de Shebab originaires de la Somalie, continue de faire jaser. Ces derniers jours,

Brèves

MALI : LIBÉRATION DES PERSONNALITÉS CIVILES ET MILITAIRES ARRÊTÉES LORS DU COUP D'ÉTAT

Les militaires qui ont pris le pouvoir le 18 août au Mali avant de s'engager dans une transition censée ramener les civils au pouvoir ont annoncé mercredi dernier la libération des 12 personnalités civiles et militaires arrêtées lors de leur coup d'Etat. "Le vice-président de la transition (et chef des putschistes, le colonel Assimi Goïta, ndlr) informe l'opinion publique (...) de l'élargissement ce jour des personnalités politiques et militaires arrêtées suite aux événements du 18 août 2020", a indiqué dans un communiqué le Comité national pour le salut du Peuple (CNSP).

RDC: MIKE "AMANI" HAMMER, UN AMBASSADEUR AMÉRICAIN DE CHOC

Il est américain, il tweete souvent et ses messages ne passent pas inaperçus: l'ambassadeur des États-Unis en République démocratique du Congo, Mike Hammer, mène une diplomatie très active, aux limites de l'ingérence accusent certains, dans le plus grand pays d'Afrique sub-saharienne. Il y a quelques jours, Mike Hammer, 56 ans, a ajouté à son profil Twitter le mot "Amani", la paix en swahili, langue parlée dans l'Est de la RDC.

LONDRES ET KIEV SIGNENT UN ACCORD DE COOPÉRATION POST-BREXIT

Le Royaume-Uni et l'Ukraine ont signé jeudi un accord de coopération politique et économique -qui prendra le relais du partenariat existant entre Kiev et l'Union européenne-, réaffirmant leur volonté de "travailler ensemble pour contrer l'influence malveillante de la Russie" en Europe de l'Est.

plusieurs informations faisant état de leur libération ont circulé au sein de nombreuses chancelleries. Ce sont les autorités de Mogadiscio qui ont démenti mercredi dernier tard dans la soirée la libération de deux médecins cubains, enlevés en avril 2019 au Kenya. Une information pourtant annoncée la veille par une source policière kényane. Ainsi, cette annonce est venue après que le gouvernement cubain avait lui aussi apporté un démenti à la libération d'Assel Herrera Correa et de Landy Rodriguez Hernandez, qui travaillaient à l'hôpital de Mandera, ville du nord-est du Kenya à la frontière avec la Somalie. Leurs assaillants, des hommes armés soupçonnés d'être des islamistes radicaux shebab, avaient attaqué leur véhicule sur le chemin de l'hôpital et étaient parvenus selon les autorités à traverser la frontière.

"La nouvelle concernant la libération des médecins est fautive et le gouvernement somalien n'a émit aucune information concernant la libération des médecins", a déclaré Ahmed Ise Awad, le ministre des affaires étrangères. "Cependant, le gouvernement somalien a été impliqué et continue de prendre sa part dans les efforts qui visent à permettre la libération des médecins", a-t-il ajouté.

Toujours mercredi en début d'après midi, une source policière kényane avait indiqué sous couvert d'anonymat que les deux médecins, avaient été libérés. "C'est vrai, ils ont été libérés. Les médecins sont maintenant en sécurité", avait-il dit, sans donner plus de précisions.

Toutefois, l'information avait été rapidement démentie par les autorités cubaines. "Je démens les informations qui ont circulé à l'aube sur la soi-disant libération des deux médecins cubains enlevés, Assel Herrera Correa et Landy Rodriguez Hernandez", avait écrit sur Twitter Juan Antonio Fernandez Palacios, directeur de la communication du ministère cubain des Affaires



L'armée kényane à la recherche des otages.

étrangères. Il faut rappeler que les deux médecins, un généraliste et un chirurgien, faisaient partie d'un

groupe d'une centaine de docteurs cubains déployés à travers le Kenya mi-2018 pour renforcer les services de soins de santé

dans ce pays d'Afrique de l'Est. Ils avaient été enlevés alors qu'ils étaient en pleine exercice de leur mission.

Les Shebab dictent leur loi

J.O.
Libreville/Gabon

En mai 2019, le mois suivant l'enlèvement, un responsable gouvernemental à Mandera avait indiqué sous couvert d'anonymat, que les ravisseurs avaient demandé une rançon de 1,5 million de dollars. Un haut responsable de la police kényane avait confirmé qu'une rançon avait été demandée, sans donner de chiffre. En décembre 2019, de retour d'un voyage au Kenya, la vice-présidente cubaine Inés Maria Chapman avait indiqué que les deux hommes "allaient bien" et que Nairobi et La Havane poursuivaient "leurs efforts" pour les libérer. L'armée kényane participe depuis 2011 à la mission de l'Union africaine en Somalie (Amisom) qui lutte contre les shebab, affiliés à Al-Qaïda. Les shebab tentent depuis 2007 de renverser le fragile gouvernement central somalien, soutenu par la com-



L'expression de la terreur semée par les Shebab, ici à Mogadiscio après une explosion.

munauté internationale et par l'Amisom. En fin 2008, les shebab contrôlent la majeure partie du sud de la Somalie. À partir de 2011, ils subissent une série de revers faces aux offensives des forces gouvernementales somaliennes, de la Mission des de l'Union africaine en Somalie et de l'armée kényane. Ils ont dû abandonner Mogadiscio en aout 2011 puis les principales villes

qu'ils contrôlaient en 2012. En octobre 2014, ils quittent également Brava, le dernier port d'importance. Outre les armées nationales africaines et les forces de l'Union africaine, les forces armées des États-Unis effectuent régulièrement des frappes contre ce mouvement. Même si tout cela ne semble pas décourager les Shebab qui continuent à faire régner la terreur.